

Sur les statuts du Parti Communiste Français

Section du 10e arr. de Marseille, fédération des Bouches-du-Rhône

Ève nous rapporte les modifications des statuts, qui sont à l'ordre du jour du Congrès (notons que Luc Foulquier s'y est, aussi, intéressé). Essentiellement, textes juridiques, les statuts représentent un moyen pour pouvoir fonctionner. Le Congrès, lui, concerne des projets, des orientations politiques. Des changements sont clairs mais le cadre général des anciens statuts est conservé : dimension nouvelle de l'Europe rajoutée dans le préambule, des addenda sur l'engagement et l'adhésion... Besoin d'actualisation et de clarification comme pour les souverainetés individuelle ou collective. Des débats voient le jour sur la répartition des moyens financiers, sur la règle des 3 tiers (et non des 4 comme dans « Marius » !) : section, fédération, CN. L'entraide nécessaire, entre les 3 entités, est, cependant, rappelée, il est possible de présenter des textes alternatifs (on passe de 5 à 10% des adhérents pour les déposer). Nécessité de cohérence, au niveau local et national, pour les candidatures aux élections (des liaisons s'établissent entre chaque échelon). Des questions se posent : combien de membres au CN ? Les secrétaires fédéraux y seront-ils membres de droit ? Le problème de la parité se pose aussi... Une modification concerne les adhérents vivant à l'étranger, aujourd'hui, pris en compte.

Pour Dominique, l'organisation ne doit pas être figée sur les nouvelles formes de militantisme (par exemple, un camarade internationaliste qui veut militer sur le « mondial », dans le cadre de sa section ?). Besoin affiché de s'ouvrir à partir d'un lieu de proximité ? Cela demande une forte réflexion (l'exemple : la lutte de Lavéran ne concerne pas que les camarades du 13e, mais tout le monde !). Autre exemple, comment contacter les signataires de nos pétitions ?

Pour Ève, les statuts peuvent nous aider à créer des réseaux, au-delà de terrain, précédemment évoquée. Comment accueillir les nouveaux adhérents, les faire venir à nous (comme, autrefois, dans les cellules d'entreprises ou de quartiers) ? Comment faire de la politique, sans, forcément, préparer des élections ? Ève prend l'exemple de la fonction publique avec ses RGPP, « management », et autres saloperies libérales, à l'origine de pressions de toutes sortes, qui rendent difficiles l'établissement de réseaux.

Jean-François souligne qu'il faut beaucoup plus utiliser internet, notamment pour occuper les réseaux sociaux, trop souvent « squattés » par des pourritures fascistes ou autres ennemis de classe.

Gino intervient pour dire que, dans notre activité, tout ne peut pas venir des statuts. On a besoin de souplesse, afin d'établir des réseaux, ou comme avant, les « zones d'activité », qui réunissaient des travailleurs ayant les mêmes préoccupations ou les mêmes attentes. Il est clair que l'on doit définir notre parti (comme, autrefois, le « parti de la classe ouvrière ») et, surtout, son identité. Selon Gino, l'entreprise reste le lieu de l'antagonisme de classe, le lieu fondamental pour lutter contre l'exploitation, le lieu dans lequel on exprime, vraiment, sa conscience de classe. Par exemple, où sont passés les traminots qui se trouvaient, avant, dans la section ? Autre problème de communication avec le relais incarné par « L'Huma ». Les journaux de sections n'existent plus, hélas. On a des problèmes, quelquefois, pour connaître les journaux de villes qui existent, encore, tels ceux de Martigues, Gardanne ou Port-de-Bouc...

Ève veut qu'on rédige des amendements sur la communication. On constate, aujourd'hui, une faiblesse de la syndicalisation, corollaire, trop souvent, d'une absence de réflexion

politique forte, besoin, donc, de constituer des réseaux sur les zones d'activité ou les zones géographiques.

Jean-Pierre explique que, pour les traminots, il est difficile de les contacter sur un endroit particulier car ces camarades restent, souvent, isolés. Parti d'identité ou parti de rassemblement ?

Cela interroge Ève ! Est-il question de programme pour être communiste ? Citons le grand Lénine : « Que la cuisinière s'occupe des affaires de l'État ! ». Tout en gardant notre identité, on peut faire des actions avec tout le peuple. Pas de « minorité agissante », comme le font certains de nos partenaires du PG.

Dominique veut une organisation forte afin de rassembler un maximum de personnes. Il faut un parti fort pour animer le mouvement des peuples, que l'on retrouve dans la dynamique du Front de Gauche. La clarté se fait, alors, pour le PCF, avec son corpus idéologique et théorique.

Ainsi se fera la transformation sociale, comme le conclut, brillamment, Gino.